



Family Service Association  
of Montreal

President:  
The Reverend Norman M. Slaughter

Vice-Presidents:  
Mrs. Peter Cameron  
A. Stuart Hyndman  
Dr. John Jackson

Honorary Treasurer:  
Edward S. MacTier, C.A.

Honorary Solicitor:  
Ross T. Clarkson, Q.C.

4515 ST. CATHERINE ST. WEST  
MONTREAL 215, QUEBEC  
(514) 931-1721

Executive Director:  
C.E.R. THOMPSON, p.s.w.

French translation sent by mail to  
Mr. Armand Bonin  
Secretary of the Committees of the National Assembly  
Parliament Buildings, Quebec - 9-10-1969

Mémoire présenté par la FAMILY SERVICE ASSOCIATION OF MONTREAL  
sur le Bill 26 et ses projets de règlements, Loi sur l'Assistance Sociale  
9 October 1969

Nous avons étudié le "Mémoire sur le Bill 26 et ses projets de règlements"  
présenté par la Fédération des Services Sociaux à la Famille du Québec  
ainsi que l'"Opinion du Conseil des Oeuvres de Montréal et du Montreal  
Council of Social Agencies sur le Bill 26 et les règlements s'y rapportant".

Nous approuvons pleinement le principe exprimé et les méthodes d'application  
recommandées dans les deux documents soumis qui résultent d'une analyse  
fouillée et perspicace du Bill 26 et de ses règlements. Nous sommes  
d'accord avec ses deux organismes et approuvons le principe philosophique  
qui a présidé à l'élaboration du Bill 26. Etant un organisme directement  
intéressé aux problèmes des individus qui seront soumis au Bill 26 dans  
sa forme finale, nous aimerions souligner quelques questions et  
particulièrement les points suivants:

- 1) Il est absolument nécessaire de définir les critères qui serviront  
à déterminer les montants jugés suffisants pour subvenir aux besoins  
d'une famille ou d'un individu, en tenant compte de l'âge des personnes  
concernées et des autres conditions (Section 3 des Règlements).  
Nous sommes d'avis que la seule manière d'établir un budget individualisé  
suffisant est de faire appel à une équipe de spécialistes en statistique  
et en économie domestique qui experimeront les besoins en termes du  
coût actuel de la vie.



A RED FEATHER SERVICE - SUPPORTED BY FEDERATED APPEAL





- 2) Nous croyons que le calcul du coût fondamental "ou normal" des besoins doit inclure:
  - a) les besoins éducationnels (coût des aides à l'éducation non fournis par le système scolaire; le vêtement, conforme aux exigences des écoles publiques des communautés métropolitaines; un certain montant qui permettra aux membres plus âgés de la famille de s'inscrire à des programmes d'éducation permanenti);
  - b) les besoins médicaux (coût du transport; remèdes qui ne sont pas fournis gratuitement par les cliniques; services dentures, prothèses; diètes spéciales ou aliments complémentaires prescrits par des médecins spécialistes);
  - c) les besoins récréatifs (cotisations aux bibliothèques, aux centres sociaux; coût des journaux, etc.)
- 3) Le calcul du loyer mensuel (Section 3 des Règlements) devrait prévoir que le logement doit satisfaire aux normes de sanitation et de convenance quant à l'espace alloué, au système de chauffage et aux autres services de sécurité (installation électrique et système d'égouts en bonne condition). Nous croyons qu'on devrait inclure le téléphone qui est devenu une nécessité pour une famille urbaine.
- 4) Nous appuyons fortement la méthode d'établir l'admissibilité à l'assistance sociale décrite et proposée dans l'"Opinion" soumise par le Conseil des Oeuvres de Montréal et le Montreal Council of Social Agencies (pp. 8 and 9), c - à - d. "Declarations or a simplified method of eligibility determination". Cette méthode a déjà été mise en pratique et s'est avérée efficace parce qu'elle permet - a) au candidat à l'assistance d'assumer la pleine et entière responsabilité de sa déclaration et de se soumettre aux conséquences si sa déclaration est fausse; b) de réaliser une économie importante dans les frais d'administration. En pratique, cette méthode est fondée sur nos principes fondamentaux concernant une participation démocratique dans l'activité gouvernementale, cette activité même qui décide du sort du candidat à l'assistance. Cette participation est incontestablement précieuse en termes de potentiel humain.



- 5) Nous désirons aussi souligner un point exposé dans l'introduction du "Mémoire" de la Fédération des Services Sociaux à la Famille du Québec concernant la nécessité d'employer un personnel compétent, capable non seulement de s'occuper des requêtes d'une manière efficace et compréhensive, mais capable aussi d'établir une ligue de conduite inter-institutionnelle et inter-disciplinaire. Un tel réseau de communications résoudrait les problèmes de réorientation des candidats, de l'utilisation des ressources du milieu concerné, créant au besoin de nouvelles ressources et communiquant efficacement avec des personnes de classes diverses.
- 6) Nous sommes heureux de constater que le Bill 26 insiste sur la ré-adaptation et le recyclage des assistés sociaux aussi bien que des citoyens incapables de subvenir pleinement à leurs besoins. Cependant, nous craignons que les programmes de ré-adaptation ne deviennent inefficaces, coûteux et inutile s'ils ne sont pas intégrés dans l'ensemble de l'économie provinciale.
- 7) 7) Nous nous inquiétons de l'insistance sur le programme d'austérité démontrée récemment par le Gouvernement quant à sa répercussion sur l'assistance sociale. Nous espérons ardemment que la teneur du Bill 26 est une preuve que le Gouvernement est pleinement conscient de la nécessité d'humaniser et de rénover les conditions existantes relatives à l'assistance sociale est plus importante que le régime d'austérité et que la portée des dispositions du Bill 26 ne sera pas compromise par les problèmes d'appropriation des crédits nécessaires.

C.E.R. Thompson, p.s.w.  
Executive Director  
Family Service Association  
of Montreal  
4515 St. Catherine Street West  
Montreal 215, Quebec  
Telephone: 931-1721